

C.D./GUTH.-

« BELGIKA » S. C. R. L.

CAPITAL 237.500.000 Frs

SEGE SOCIAL STANLEYVILLE - B. P. 18

SEGE ADMINISTRATIF BRUXELLES

121, Rue du Commerce

Bruxelles 390
Stanleyville 163

OBJET =
INCIDENTS YUMBI
Territoire Lubutu
District Maniema
Province du Kivu

2/pt 1406/1
N° DIV. 60/1038
Stanleyville le 23 septembre 1960.
B.P. 18

Monsieur BERTHO
Conseiller Juridique O.N.U.
Résidence " LE ROYAL "

LEOPOLDVILLE

Annexe: 1.

Monsieur le Conseiller,

Nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe à la présente copie du rapport que nous recevons de notre agent de Yumbi.

Nous tenons à vous signaler que jusqu'à présent aucun détachement de l'ONU n'a pris garnison à Yumbi, et que des semblables incidents sont à craindre lors du retour des mêmes troupes qui sont actuellement en route.

Il nous serait agréable de connaître la suite que vous voudrez bien réserver à nos lettres, et nous vous en remercions à l'avance.-

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de notre considération très distinguée.-

" BELGIKA " S.A.
LE DIRECTEUR GENERAL,

G. AUTRIQUE

Original Submitted on 29/3/60
To Col. Mc Carthy, Deputy Chief of Staff,
"for consideration and action as appropriate."
MB.

A DIRECTION GENERALE

Je suppose que vous aurez entendu certains échos des événements que nous avons vécus à Yumbi, cette dernière semaine.- Je vous donne ci-dessous, par ordre chronologique, le déroulement des faits.-

SAEDI 3 SEPTEMBRE 1960

Passage des premières troupes venant de Stan et se dirigeant vers le Sud.-

A 19 heures, un Officier et 15 Soldats, armés jusqu'aux dents, viennent prendre nos émissaires, ceci sans se donner un regard quelconque.-

MERCREDI 7 SEPTEMBRE

Passage de troupes toute la nuit du 6 au 7.-

A 9 heures du matin, les soldats, en état d'ivresse "prélevant" des quantités d'essence à la firme F. et F., ceci sans aucun R.P.-

A 9 h 30, la tension monte et les Européens sont rassemblés devant la Direction de la Firme.- Ils sont obligés de hisser le drapeau congolais, au milieu des injures et des menaces, alors que toute la M.O.I. assistait au spectacle.-

Après le "salut au drapeau", tous les Blancs ont dû se mettre à quatre pattes et acclamer le Premier Ministre en chantant et en tapant les mains sur le sol.-

Après ces vexations, qui auraient pu tourner au tragique, visite des maisons et pillage des glacières.-

Ensuite, obligation sous la menace des armes, d'acheter une carte MNC au prix indiqué par les soldats.- Personnellement j'ai payé la mienne 600 Fr.-

A 15 heures, M. Meganck, beau-fils de M. Thuybaert, se rend d'urgence à Bukavu, par la route, pour faire appel à l'ONU.-

JEUDI 8 SEPTEMBRE

A 9 heures du matin, nouvelle arrivée de troupes au bas de Yumbi.-

A ce moment j'évacue le poste, en même temps que les agents de la firme et nous nous rendons tous à Kima, où nous fûmes très bien accueillis par M. Van der Munch.-

Durant notre séjour à Kima, les agents de la firme furent fortement battus par les soldats, sous prétexte qu'ils avaient favorisé notre fuite.- Heureusement que nous n'y étions pas.-

Appel à l'ONU, par Syméon Puzia et Gebelmin Kima.-

VENDREDI 9 SEPTEMBRE

Six membres de la "Jeunesse MNC" de Yumbi, sont arrêtés par ordre de l'A.T. de Punia, pour provocation de troubles dans le poste.-

En effet, tous ces événements ont été provoqués par des dénonciations et vengeances de la part de ces individus.-

A 17 heures, nous revenons à Yumbi.-

A 17 h 30, arrivée de 2 autres voitures de militaires.-

Après avoir "prélevé" de l'essence, ils s'en vont dans la direction de Punia.-

Malheureusement, une demi-heure après, ils reviennent, et c'est à nouveau, le drame.-

En effet, un chauffeur de la firme, arrêté de prison le jour-même, déclara aux militaires que la firme avait transporté des armes.-

Plusieurs Européens, dont nous-mêmes, étions à l'hôtel, lorsque les soldats y firent irruption.-

BELGICA S.C.P.L.

Poste de TUMBI (Rapport du 13.9.60)

à DIRECTION GENERALE (Suite I)

v/.

Le Sargent, commandant les huit soldats, arma son fusil et ordonna à M. Thuybaert de faire face au mur, pour le fusiller. - Heureusement rien ne se passa. -

Après, le Sargent ivre, se dirigea vers notre table et se mit en position de tir à 3 mètres de nous. -

Il nous eût eu jume et après quelques minutes, tira une balle dans le plafond, en déclarant que les suivantes nous étaient destinées. -

Nous sommes restés ainsi, durant vingt minutes au moins, cloués de terreur sur notre chaise, les militaires ivres à 3 mètres de nous, le doigt sur la gâchette et nous menaçant de nous tuer. - Ce fut affreux. -

Heureusement, encore, les choses se restèrent là. - Nous en étions quittes pour la peur. -

SABEDI 10 SEPTEMBRE

Vers midi, le poste était de nouveau évacué par les Européens, M. Thuybaert y compris. - Nouvelle fuite vers Kima. - On annonçait, en effet, l'arrivée des troupes de Katanga. -

Nous sommes revenus à Tumbi, hier soir, le 12 septembre, vers 19h30. -

Au moment où j'écris ces lignes, les troupes de l'ONZ, ne sont toujours pas arrivées, bien qu'on ait signalé leur départ de Kima et Bukavu. -

Je demande qu'on donne une suite favorable à ma lettre du 29 août, car je ne me sens plus du tout en sécurité ici, et les minutes de terreur que nous avons vécues ici, seront à jamais gravées dans ma mémoire. -

Les installations Belges n'ont guère subi de dégâts. -

Les nouvelles, données par radio Katanga et radio Bangui, ont été exagérées, au point de voir pillage du poste de Tumbi. -

(8) ...

District de la Mongala
Territoire de Bongandanga
Région de Busu-Simba.-

C/Pol 140/1/1
Récommandé

N° 423

Busu-Simba, le 28 Septembre 1960.-

Objet:
Statut A.T.A. GASTMANS
N° matricule 25.709.-

Cl. K.

✓ Copie pour information à Monsieur le Chef
de la Mission de l'O.N.U.
B.P.7248 à LEOPOLDVILLE.-
avec l'expression de ma considération très
distinguée.-

A Monsieur le Président du Gouvernement
Central de et à LEOPOLDVILLE-KALINA.-

S/C de Monsieur le Président du Gouvernement
Provincial de et à COQUILHATVILLE

S/C de Monsieur le Commissaire de District
de la Mongala à LISALA

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance
ce que j'ai adressé à deux reprises une lettre à Monsieur l'Ad-
ministrateur de Territoire de Bongandanga, avec copie pour
Monsieur le Commissaire de District à Lisala, demandant des ga-
ranties concernant les points suivants :

- 1) mon statut personnel.-
- 2) le paiement de mon salaire.-
- 3) l'assurance de ma sécurité personnelle.-

Jusqu'à ce jour je n'ai reçu aucune réponse
concluante.

Ainsi me suis-je permis de m'adresser à votre
haute autorité afin d'obtenir une désignation officielle et non-
équivoque, me procurant le droit de collaboration à votre admi-
nistration sans qu'elle soit considérée comme ingérence, tout
en garantissant les trois points énumérés ci-dessus.

Si, éventuellement, vous ne sauriez pas don-
ner suite à ma requête, je vous saurais gré de bien vouloir as-
surer mon rapatriement dans le plus bref délai. En effet: je
dois m'acquitter de certaines charges financières en Belgique, qui
ne peuvent plus attendre. Ayant un dossier médical pour troubles
cardiaque mon état demande certains soins, et une observation
périodique est souhaitable. La nouvelle réglementation des congés
me permettra d'ailleurs de bénéficier bientôt d'un congé de déten-
te. Finalement j'ai été l'objet de malassations en date du 25.9.6
une enquête est en cours.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'ex-
pression de ma considération très distinguée.-

L'Adm. Terr. Assit.

= W.J.GASTMANS. =



Mr Lin
PT examine
2/2
He

Filer
puc
29/9



C/Pol 140/1/1

Ambassade de Portugal

Léopoldville, le 26 septembre 1960

N°. 46

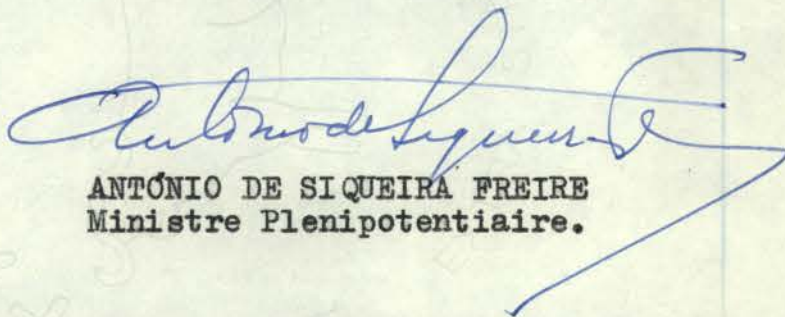
Proc. 14,4

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser reception de
votre lettre du 22 septembre courant concernant le res-
sortissant portugais Monsieur Moutinho et dont j'ai pris
bonne note.

En vous remerciant de l'intérêt que
vous avez accordé à cette affaire, je profite de l'occa-
sion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les
assurances de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires



ANTÓNIO DE SIQUEIRA FREIRE
Ministre Plenipotentiaire.

Monsieur
l'Ambassadeur Rajeshwar Dayal
Représentant du Secrétaire Général de l'ONU
Building Royal
LÉOPOLDVILLE.

COMMERCE GENERAL
★
IMPORTATION ET EXPORTATION
★
INDUSTRIE
MINOTERIE
RIZERIE — HUILLERIES
★
TOUS ARTICLES
POUR EUROPEENS ET INDIGENES
★
ACHAT ET VENTE
DE TOUS PRODUITS COLONIAUX
(Farine de maïs et de manioc)
(Nettoyage et désinfection de maïs)
★
USINE DE GARI ET D'AMIDONS
★

Siège :
PORT-FRANCOUI
Succursales :
MWEKA — LULUABOURG
CHARLESVILLE — LUEBO
★

Banquiers : Banque du Congo Belge
Adresse Télégraphique : « MOUTINHO »
Registre. Commerce Luluabourg N° **275 6364**
★

Etablissements MOUTINHO

PORT-FRANCOUI (Congo Belge)

PORT-FRANCOUI, le 7 Septembre 1960
B. P. 31

N° MEM/JBK. — I.574/60

DIRECTION GENERALE DES NATIONS UNIES

LEOPOLDVILLE

Messieurs,

Je me permets de vous joindre à la présente la copie de ma lettre n° I572/60 adressée à Monsieur l'Administrateur du Territoire à Port-Francoui.

Aujourd'hui lundi vers 8 heures, Les Troupes Tunisiennes de l'O.N.U. se sont rendues à mon magasin où je travaille avec fusils et mitrailleuses au point, un desquels des termes menaçants et révoltants et comme j'ai répondu dans le même terme j'ai été frappé à la mort par un Soldat Hercules dont au premier coup je suis resté sans connaissance et comme étais assis dans mon bureau j'ai défendu ma tête avec les deux mains dont les coups sont suivis toujours dans la tête, et pour finir il m'avait jeté par terre, chaise compromise et c'est alors que les autres soldats m'ont ramassé en me tordant les bras et me mettant dans mon lupangu enfermé comme une bête et toujours avec les mitrailleuses au point pendant que le sang coulait de la figure, l'oreille et l'oeil du côté gauche. Je ne pouvais tenir plus la tête et c'est sur la demande d'autres soldats de l'O.N.U. que m'ont amené de nouveau à mon fauteuil du Bureau.

Vu la gravité des blessures, ils m'ont laissé aller à la maison et j'ai fait appeler le médecin B.C.K. et donc il était interdit d'entrer. Il était seulement entré accompagné du médecin Tunisien des troupes O.N.U. et dont m'ont envoyé le médicament respectif pour calmer les douleurs de tête bien aussi de l'oreille gauche.

C'est alors que j'ai compris que j'ai été incommunicable et gardé par des soldats de l'O.N.U. avec de mitrailleuses au point.

Même mon cuisinier était défendu d'aller faire ma nourriture habituelle et le lundi malgré que je pouvais rien manger, j'ai dû me tenir avec ce que j'avais dans la maison.

Par contre les soldats qui sont toujours restés dans la véranda faisant le grand pas jour et nuit, je ne pouvais même pas dormir et reposer.

A plusieurs reprises j'ai demandé du silence sans aucun résultat. La cause de tout ceci, vous l'avez dans la copie de ma lettre n° I572/60 adressée à Monsieur l'Administrateur.

C'est seulement hier après midi, après avoir reçu la visite de mon cuisinier que j'ai pu vous envoyer le télégramme de secours à mon CONSUL DU PORTUGAL et Repete à vous même.—

./..

Comme tout mon personnel Européen était parti en fuite lors des premiers événements, j'ai demandé pour fermer mon magasin pendant que je serais à la maison, ce qu'il m'avait été refusé laissant ainsi les clerks tous seuls sans aucun contrôle. Quel vol ne pas dû y avoir ?

Par contre mon magasin bien aussi la boulangerie étaient gardée par une vingtaine de soldats O.N.U. avec mitrailleuses au point, afin que l'un et l'autre ne soient pas fermés.

Je viens d'apprendre également que les 7 Européens du B.C.K. et médecin compris ont eux aussi été tous arrêtés hier par les troupes congolaises et écroués dans les cachots du camp militaire après y avoir reçu de coups par tous les côtés et vider tout leur avoir et ceci en présence des troupes O.N.U.

A l'heure actuelle nous passons à Port-Francqui des offenses que seul DIEU peut venir à notre secours car l'autorité n'existe pas.

C'est bien un homme de 52 ans avec 24 ans de Port-Francqui qui vous écrit la présente et qui était écroulé et battu pour la première fois dans ma vie.

A l'heure actuelle et après ce qui est dit, il ne me reste plus que partir malheureusement et seulement pour quelques mois en attendant que la situation se régularise, car je ne peux pas abandonner aussi facilement mon travail de 24 ans.

Dans l'espoir que vous voudrez bien faire quoi qu'il soit pour m'aider à partir d'ici, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

M.F. MOUTINHO



C.C. Monsieur le CONSUL GENERAL DU PORTUGAL - LEO

" MAITRE JABON LEOPOLDVILLE

" MINISTRE DE LA JUSTICE DE LA PROVINCE DU KASAI - LULUABOURG

" MINISTRE DE LA JUSTICE DU GOUVERNEMENT CENTRAL - LEOPOLDVILLE

7 Septembre 1960

N° MEM/JBK.- I.572/60

MONSIEUR L'ADMINISTRATEUR
DE TERRITOIRE DE ET A
PORT-FRANCOUI

XX 6564

Monsieur l'Administrateur,

Objet: VOTRE DEMANDE D'ARRETER ET MON INCARCERATION PAR LA FORCE
ET SANS ARBITRAGE LE SAMEDI 3 COURANT A 11:15 HEURES

Après y avoir tenu, toujours ouvert mes installations devant de menaces et insultes même pendant les jours plus sombres, après y avoir cherché par tous les moyens trouver des produits et nourriture pour fournir aux soldats Congolais de sur place et pour les milliers de soldats qui sont passés en transite à Port-Francqui, vous avez trouvé que comme reconnaissance et encouragement, me faire écrouler dans un cachot du camp militaire pour la première fois dans ma vie et que cela serait mon mérite?

Je n'ai pas suivi de services car les soldats congolais ont été plus humains que vous même.

Et donc ceux qui ont abandonné mérite une condecoration.

Et pourquoi m'avez-vous fait arrêter ? Parce que je n'ai pas de levure pour faire faire du pain pour vos amis de l'O.N.U. ? Combien de fois je vous ai dit qu'il faut de la levure et farine pour faire du pain? Combien de fois j'ai fait faire du pain avec du vin de palme et que chaque dame-jeanne donne pour un sac de farine coûte à l'heure actuelle 250 francs.

Cette levure et farine il faut les payer à l'avance et attendre au moins un mois pour arriver de Léopoldville à Port-Francqui. Or les troupes de l'O.N.U. m'ont demandé du pain paiement comptant et ce qu'ils ont fait pendant les premiers jours, mais après j'ai eu très difficile pour recevoir mon paiement et à l'heure actuelle ils me doivent pour plus de 30.000 francs, en refusant chaque fois effectuer le paiement.

C'est donc vous qui m'avez fait arrêter par la force et sans arbitrage et écroué dans un cachot comme un simple voyou. Et avec cela croyez-vous que je peux faire de la levure ?

Pendant tout ce temps et pour pouvoir fournir les 265 grands pains à vos Amis de l'O.N.U. les 13.000 bouches de Port-Francqui ne peuvent pas y avoir, car le pain est pris par la force avec armes et mitrailleuses dans la Boulangerie.

Suite n° 1 de lettre I.572/60

Vous êtes un autorité civil et par conséquence vous devez défendre les bien et personnes civils, vous les faites écrouler en prison pour une cause injuste ?

S'il y a un four à pain au camp Militaire, n'obligez vous pas vos soldats à faire le pain comme ils ont toujours fait ?

Pourquoi vous laissez tomber les habitants de Port-Francqui sans pain ? Et les enfants ?

Votre façon de procéder en me faisant traîner par la force comme on fait à un chien est inhumain et sauvage, autant envers les hommes de bonne volonté que même envers la nature, et cela parce que je n'ai pas de levure pour servir vos amis ?

Je ne peux pas laisser ce fait sans le porter devant les autorités Congolais et Etrangers et même parmi la population de Port-Francqui et donc je suis ici depuis janvier 1958 et je veux rester auprès d'eux dans les mauvais jours comme j'ai été dans les bons en faisant tout ce que je pourrais pour eux sauf si vous profitez du manque d'autorité officiel pour m'écrouler de nouveau me mettant ainsi dans l'impossibilité de réussir dans la tâche que je me suis décidé.

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur, mes salutations distinguées.

M.F. MOUTINHO

C/C. Monsieur le Consul Général du Portugal à Léopoldville
Administration Générale de l'O.N.U. à Léopoldville
Monsieur le Ministre de la Justice à Luxembourg
Monsieur le Ministre de la Justice à Léopoldville

Arrest Jabon - Léopoldville



DELEGATIO APOSTOLICA
IN
CONGO BELGICA ET RUANDA-URUNDI

N. 935

C/Pol 140/1/1
Léopoldville, le 23 Septembre 1960

Excellence,

J'ai le regret de communiquer à Votre Excellence que hier soir, à 10 heures 15, a été lancée une grenade dans la résidence de Son Excellence Révérendissime Monseigneur Félix Sca^ulais, Archevêque de Léopoldville, à Léo II.

Heureusement l'explosion n'a pas fait de victimes, étant donné que personne n'était sur place.

Je saisis volontiers l'occasion pour renouveler à Votre Excellence les sentiments de ma très haute considération.

+ Gaston Mojaisky - Perrelli

Gaston Mojaisky - Perrelli
Archevêque titulaire d'Amida
Délégué Apostolique

*replied to by
telephone*

A Son Excellence
Mr. RAJESHWAR DAYAL
Représentant Officiel du Secrétaire Gé-
néral des Nations Unies au Congo

LEOPOLDVILLE



DELEGATIO APOSTOLICA
IN
CONGO ~~SELOICE~~ ET RUANDA-URUNDI

N. 926

140/11 ✓
Léopoldville, le 20 Septembre 1960

Excellence,

J'ai appris que à la Mission de Kindu (Province du Kivu) sont arrêtés les Religieux suivants:

- 1) Rév. P. Van der Vandervan
- 2) Rév. P. Heemskerk
- 3) Rév. P. Claveaux.

Je serais très obligé à Votre Excellence si l'Autorité de l'ONU pouvait leur donner sa protection.

Je saisis volontiers l'occasion pour renouveler à Votre Excellence les sentiments de ma plus haute considération.

+ *Gaston Mojaisky - Perrelli*

Gaston Mojaisky - Perrelli
Archevêque titulaire d'Amida
Délégué Apostolique

replied to by telephone

A Son Excellence
Mr. RAJESHWAR DAYAL
Représentant du Secrétaire Général
des Nations Unies au Congo

LEOPOLDVILLE

140/11

4 GOMA 29 23 1200Z

OPS LEO

OPS 43 YOUR 416 TIME DATED 221900Z REFERS STOP KINDU REPORTS
ALL NOW WELL STOP IDENTIFY CARDS MISSING CMA THIS IS BEING
INVESTIGATED

OPS OFFR 32 BN

4UCG 23/9 1400Z FER

from Netherlands Embassy

140/11

file

Neerlandia, Leopoldville

confirmation

I received a telegram from the Bishop of KINSHASA:

Reçu télégramme évêque Kindu citation: Van der Ven,

Passeport H 366451 ; Heemskerk, Adrianus, Passeport

H 366330; Claveaux, Johannes, Passeport J 469787

faits prisonniers Lubunda stop.

~~are~~ ^{prisoners at}

Sont actuellement gardés Mission Catholique

Kindu stop. Fin citation.

Cablé ONU Luluabourg intervention pour libération

ONU Stanleyville pas compétent stop.

Peut-être vous pouvez intervenir également .

Agent Consulaire Pays-Bas.

Agent Consulaire Pays-Bas

B.P. 511

Stanleyville

16 - 9 - 1960.

W

This paper has been handed over by Mr URQUHART.
He would like to know the fate of the
people mentioned by the ~~A~~ Netherlands
Consulate

Signal OPS 416. sent to
GOMA.

22/9

22/9

140/1/1

23 September 1960

Dear Mr. Morini:

We have received your letter of 10 September 1960 regarding your personal goods and automobile which have been left in Leopoldville.

I regret that it will not be possible for the United Nations Organization as such to undertake the dispatch of your goods and automobile to Zurich. I should inform you, however, that various shipping agencies are still operating in Leopoldville and perhaps you might wish to notify your former firm, who have the keys to your house and your car, with authorization to them to arrange through an appropriate shipping agency to return these items to you in Zurich.

I am certain you will understand that the mandate of the United Nations Organization in the Congo is a limited one, and does not enable us to take direct action in matters such as the one you have raised.

Yours sincerely,

John McDiarmid,
Executive Assistant to the
Special Representative

Mr. Carlo Morini
Gladbachstrasse 45
Zurich 7/44
Switzerland.

Carlo Morini
Gladbachstrasse 45
Z u r i c h 7/44
Switzerland

Mr D
We are considering
how to handle such
enquiries, when number is
not known -
N 19/9

Bill Cox

Paul usually deals with
this kind of thing.
What is our policy?

No legal question.
It is only a matter of time.
Saying that shipping agencies
are still in business and can be
THE HEADQUARTERS OF THE
UNITED NATIONS
Building Royal
L é o p o l d v i l l e
by Jim Martin
at in 3rd para.
WRC.

Zurich, 10th September 1960

Gentlemen:

Due to the serious political trouble which took place in the Congo before the arrival of your organisation, I had to leave the Country with my family, like so many others, without having the slightest chance to take any of my personal goods with me. I am now in Switzerland, my country, with my family and without a cent, nor any chance to return to the Congo.

I would therefore like to ask you whether it would be possible, through your intervention, to dispatch my personal goods and the car to Zurich, for these goods are the only fortune I have. The house, where I lived and where all the goods are, is situated in

Djelo-Binza
avenue Nicole
Parcelle 38 b
chez Suzanne
Djelo-Binza (Léopoldville)
Zone Annexe

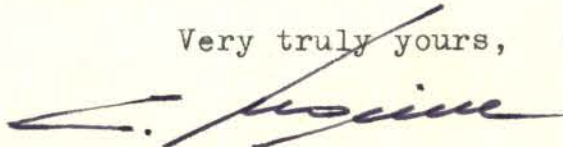
The keys of the house and the car (Volkswagen Nr. D 4578) are in possession of my former firm, the Someca S.c.r.l., 2, Bld. Albert, Léopoldville. My car ought to be at the same address, as well as the key to the desk, where all the keys to the cupboards are kept. We include a detailed list of all the goods which belong to us, in fact, everything except the furniture.

I would be extremely grateful to you if you could do something in this matter, or tell me in which other way this would be possible.

Please write as soon as possible, whether you can help us, or, if not, tell us where we could address ourselves.

I thank you very much in advance for your effort and am,

Very truly yours,



1. all the goods (dishes, silver, books, records, etc.)
in and on the cuboards in the house.
2. all the pictures
3. one baby's bed (the littler one with clear blue blind)
4. one little red lamp
5. two relax chairs
6. one park for baby
7. one radio (wireless set)
8. one pick-up
9. one reading lamp (white one)
10. one carpet
11. one ventilator
12. one projector (Noris)
13. one Turmix-Grill
14. one Kaffee-Mill
15. blinds in the rooms except those in the kitchen and liveng room

NB. The furnitures are not my property nor the lettles lamps fixed
on the walls in the living room.

140/11

22 September 1960

Monsieur l'Ambassadeur,

A la suite de votre lettre du 9 septembre, j'ai demandé qu'une enquête soit faite dans le cas de M. Moutinho, et j'ai maintenant reçu l'assurance catégorique de la Brigade Tunisienne à Luluabourg que M. Moutinho n'a jamais été arrêté par eux, ni par personne d'autre à leur connaissance.

Agréez, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.



Rajeshwar Dayal
Représentant spécial du
Secrétaire général

Son Excellence
Monsieur l'Ambassadeur Antonio de Siqueira Freire
Ambassadeur de Portugal
Leopoldville

ROUTING SLIP

TO: Mr: Uuquhart

Approval	'	'	'
Reply Please	'		
See me, please	'		
Your signature	'		
Note and File	'		
Your Comments	'		
Please Dispatch	'		
Please Pouch	'		
More Details	'		
Your Information	'		
Returned As Requested	'		
Investigate And Report	'		
For Action	'		
Reply for my Signature	'		
Initial and Forward	'		
Please Return	'		
Sent as Requested	'		
Note and return	'		

Latest cable from ^{THE} 8th Tunisian
Bde dated 20 Sep that Moutinho
had not been arrested.

Date: 21 Sep 60

From: DCOS



Ambassade de Portugal

140/11

Léopoldville, le 9 septembre 1960

N°. 38

Proc. 14,4

Monsieur l'Ambassadeur,

(2)

Two wire send
li. tone one
19 Sept
await answer
and reply
by
19 Sept 60

Me référant à l'entretien que le Secrétaire de cette Ambassade a eu le 22 août écoulé avec un fonctionnaire du cabinet de Mr. Ralph Bunche au sujet de l'arrestation de deux ressortissants portugais, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint une copie de la lettre qui m'a été adressée par un de ces ressortissants.

Mr. Moutinho qui en raison de son refus de fournir à crédit du pain et de la viande aux troupes de l'ONU, fut menacé par ces troupes, n'aurait pas été arrêté suite à l'intervention de l'Administrateur de Territoire de Port Francqui. Cependant je viens d'apprendre par télégramme, dont copie ci-jointe, que Mr. Moutinho a finalement été arrêté par les forces de l'ONU.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir intervenir de façon à obtenir la libération de Mr. Moutinho qui désire partir pour le Portugal.

En vous remerciant d'avance, je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma plus haute considération.

Le Chargé d'Affaires

António de Siqueira Freire

ANTÓNIO DE SIQUEIRA FREIRE

Monsieur
l'Ambassadeur Rajeshwar Dayal
Représentant du Secrétaire Général de l'ONU
Building Royal
LÉOPOLDVILLE.

check + find out. we'll have
a report on this.

COPIE

TÉLEGRAMME

140/1/1

P 43/74 PORTBRANCQUI 23 6 1555.-

FINALEMENT MOUTINHO ARRETE PAR SOLDATS ONU PRIERE FAIRE
DEMARCHES AUPRES GENERAL ONU LEOPOLDVILLE LIBERATION POUR
DEPART PORTUGAL CONFIRMEZ.-

MOUTINHO.-

C O P I E

140/1/1

20 août 1960.-

MFM/KGM.-1517/60.-

Monsieur L'ADMINISTRATEUR de TERRITOIRE

PORT FRACQUI.-

Monsieur L'Administrateur,

Nous avons le regret de porter à votre connaissance le fait ci-après.

Hier notre Directeur était menacé par les troupes de l'O.N.U. afin que je continue à vendre du pain et de la viande à crédit.

Or nous étions d'accord de vendre tout que nous aurons au comtant tel comme nous achetons.

Les premières factures ont été payées avec du retard et depuis 4 jours que j'envoie pour toucher après 4 jours et la réponse n'était que menaces.

En ce jour notre directeur Monsieur MOUTINHO est menacé d'être arrêté et d'autres menaces telles que les bayonnettes etc.

En conséquence je sollicite votre protection puisque vous êtes à l'heure actuelle le CHEF de la population.

Dans l'espoir que vous voulez bien prendre des dispositions urgentes, nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Administrateur, l'assurance de notre considération distinguée.

ETS. MOUTINHO

MFM. MOUTINHO

cc. CONSUL GENERAL DU PORTUGAL

LEOPOLDVILLE.-

140/11

20 Août 1960

copie

N° MFU/JBK.- I.525/60

MONSIEUR LE CONSUEL GENERAL
DU PORTUGAL A
LEOPOLDVILLE

xx 6364

Monsieur le Consul,

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme en termes suivants:

APRES AVOIR RESISTE EVENEMENTS TROUPES ONU VIENT MARRETER SANS JUSTIFICATIONS PRIERE INTERVENIR URGENT AUPRES COMMANDE GENERAL ONU LEOPOLDVILLE REMERCIEMENTS - MOUTINHO

Je vous prie trouver ci-joint la copie de ma lettre n° I.518 adressée à Monsieur l'Administrateur de Territoire Chef de Territoire de Port-Francqui. Suite à l'intervention de Monsieur l'Administrateur je n'ai pas été arrêté malgré qu'ils m'ont menacé qu'ils emploieront les bayonnettes etc. Malgré l'ordre d'arrêt j'ai refusé d'aller librement et ils auront à employer la force ce qu'ils n'ont pas fait.

Malgré tout mon refus de leur fournir le pain et viande sans être payé ce qu'ils me devaient, ils sont allés, de mitraillettes en mains, ils ont pris par la force la viande et le pain et donc ils sont restés depuis 7½ heures du matin jusqu'à 15½ heures avec de mitraillettes et fusil en garde jusqu'à ce que le pain soit terminé et ils l'ont pris à la force telle comme la viande sans y avoir payé.

Comme la Boulangerie se trouve dans une parcelle fermée les soldats de l'O.N.U. ont été dedans sans aucune autorisation de ma part. Bien au contraire j'ai fait appel aux autorités locales pour les faire évacuer de mes installations sans aucun résultat.

Ils sont venus m'informer qu'ils tueront les boeufs qui y sont.

Suite à ce que je vous ai décrit j'ai décidé d'arrêter toute fabrication du pain et ceci à partir de lundi prochain ne sachant pas ce qu'ils feront.-

Quant au Betail il ne reste que 5 boeufs et je ne commanderai plus.-

./..

Suite n° I lettre I.525/60

Je voudrais rester sur place pour arriver à payer ma dette envers mes créanciers afin que je continue à être l'homme honnête non que je fais pendant mes 24 ans ici.-

Si je peux tenir je crois que j'aurai fini mes dettes d'homme honnête vers la fin de septembre.

Comme sur place nous manque de conseillers dont des 280 habitants il n'y a que 14 restants, je vous sollicite me câbler l'orientation que je dois prendre.

Je vous sollicite également d'intervenir auprès du représentant de l'O.N.U. à Léopoldville afin de le faire savoir la façon que leurs troupes agissent et le remède à y apporter.

Si j'ai tenu pendant les émeutes malgré le départ de 5 agents je ne vois pas de raison que je pourrais pas tenir afin de liquider mes affaires en payant mes dettes.-

Dans l'espoir que vous voudrez bien faire le nécessaire à faveur de vos compatriotes, je vous prie d'agréer, Monsieur le Consul, l'assurance de ma considération distinguée.

M.F. MOUTINHO



c1 Pol 140/1/1

ONUC
Leopoldville

ORDER OF THE DAY

19 August 1960

TO: All Units
FROM: Supreme Commander

I wish to inform all troops of the following message received from Dr. Bunche, Special Representative of the Secretary-General, and to say how much I appreciate the exemplary way in which the troops concerned behaved under extreme provocation.

"This morning (18 August) some of our colleagues were required to disembark from their aircraft by Congolese soldiers and were roughly treated. One of them is in hospital, but I am happy to say that he is not seriously injured. I wish everyone connected with United Nations Operations here to know that mistreatment or indignity suffered by any one of us in this international work in which we are engaged is an affront to the United Nations and to the countries from which we come to serve it. I pay high tribute to the forbearance and courage with which our colleagues from Canada, India and Morocco endured this intolerable interference with duties undertaken in the aid of the Congo Republic. They might so easily, and effectively, have dealt with the situation in their own way. Instead, in the interest of the United Nations, they exercised patience and restraint of the most commendable nature. On behalf of the Secretary-General of the United Nations, I thank them and congratulate them on their conduct in the face of needless and senseless provocation.

"May I say also that the civilian members of our Operation, who have had their share of harassment, have conducted themselves in exemplary manner and are due highest praise".

[Handwritten signature]

C/Pol 148/41

Huilerie
Savonneries Savkuru
COMMERCE
Reg. Com. Llbq N° 399

ED. DELIEGE
Pania Mutombo
Province du Kasai
Congo

Domaine des Basses terres
Palmiers - Caféiers - Cacaoyers
à Tshileke et Balangaie
lez Pania

14-9-60

Cher Monsieur le Représentant
O N V

Ni'oholdelle
Cher Monsieur le Représentant

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que notre population européenne comprenant avec les enfants - 28 personnes est sans vivres.

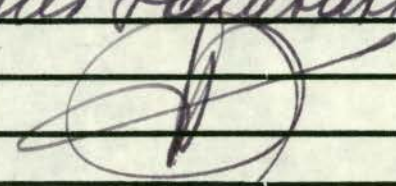
Ni pain ni beurre ni viande ni fromage ni conserves depuis 2 mois.

Notre nourriture se compose de manioc et de haricots indigènes préparés à l'eau de palmier. Les dernières boîtes de lait ont été remises pour les enfants.

Notre situation est désespérée. Les boîtes de viande de nos réserves ont été volées par Otraco - Luluabourg Mutombo - 4000 par MAS.

Nous ne pouvons chasser n'ayant plus de fusil. Les rivières Savkuru et Infessa de cevez; tous poissons ont été pris par les crocodiles qui font fuir les indigènes.

Je vous remercie de ce que vous voudrez bien faire pour nous et vous prie d'agréer Monsieur le Représentant mes salutations très distinguées.



Nota : Toute expédition par Otraco ou MAS doit stipuler : Port de déchargement : Tshileke

Huilerie
Savonneries Savkuru
COMMERCE
Reg. Com. Llbq N° 399

ED. DELIEGE

Pania Mutombo
Province du Kasai
Congo

Domaine des Basses terres
Palmiers - Caféiers - Cacaoyers
à Tshileke et Balangaie
lez Pania

14-9-60

Monsieur le Représentant
de l'ONV

Kissholdville

Monsieur

C'est l'homme de porter ce vote comme
sachant que mon beau fils l'ancien seigneur
approuve à Kabinda Kasai m'aurait
pu de prendre sa station wagon Ford à
Kabinda lors de sa venue fin de l'année
fin juillet

Voilà pourquoi mon mécanicien pour prendre
libération de la voiture

L'ONV de Kabinda a pris possession de
la voiture estimée 125 000 fr - Km 2000
26000.

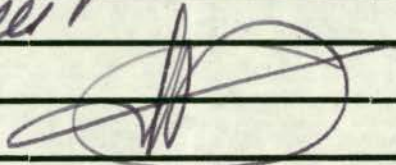
Sous ces conditions je vous demande de noter
cette forme à

Monsieur Segoury

35 Rue Chervinasse

Kissholdville

Je vous en remercie et vous prie d'agréer
Monsieur le Représentant mes salutations
très distinguées



*Martha: Duplicate destroyed
if other in File
also in "Adminis-
trative Memos..." file*

12 September 1960

C/Pol 140

Supreme Commander

P. Berthoud, Legal Adviser

I would very much appreciate it if you would
order an investigation of the allegations contained
in the attached complaint, and inform me of the
results.

c/Pol 140/1/1

Le 12 septembre 1960

Cher Maître,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 8 septembre 1960, adressée au Secrétaire général, par laquelle vous avez attiré son attention sur le cas de votre client M. Moutinho, qui allègue avoir été arrêté à Port-Francqui par des éléments du contingent tunisien de la Force des Nations Unies.

A cet égard, je tiens à vous signaler que dans son rapport de situation reçu à Léopoldville dans la soirée du 5 septembre, le Commandement des forces tunisiennes avait signalé que "A PORT FRANQUI ... LE FOURNISSEUR DE PAIN FUT ARRETE PAR AUTORITE CONGOLAISE ET MIS SOUS RESIDENCE SURVEILLEE". Rapprochant ce renseignement des allégations que vous avez portées à ma connaissance, je suis enclin à penser que votre client vous a fourni une information erronée, et que les agissements dont il déclare avoir été la victime doivent, dans la mesure où ils sont avérés, être imputés aux autorités congolaises et non aux troupes tunisiennes.

Il va sans dire, cependant, que j'ai pris immédiatement les mesures nécessaires pour qu'une enquête soit ouverte au sujet des allégations dont vous a saisi votre client. Je ne manquerai pas de vous informer des résultats de cette enquête.

Veuillez agréer, cher Maître, l'assurance de ma considération très distinguée.

P. Berthoud
Conseiller juridique

Me Emile J. Jabon
Avocat à la Cour d'Appel
31, coin des avenues Valcke et Jules Cornet
Léopoldville

140/1/1

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOÎTE POSTALE 7248
LÉOPOLDVILLE
RÉPUBLIQUE DU CONGO
CÂBLE : ONUC, LÉOPOLDVILLE

7 September 1960

Dear Mr. Ambassador,

I enclose herewith, for transmission to his family, the original certificate of the death of Henry Taylor extended at Luluebourg on 5 September 1960, by Dr. James Tinsley Smith, as well as the original burial permit issued on the same date by the Mayor of the City of Luluebourg.

The United States has lost a highly competent and valued correspondent in the person of Henry Taylor. I have already extended my condolences to his Scripps Howard colleagues and to his parents.

Very sincerely,

Andrew W. Cordier
Special Representative
of the Secretary-General

His Excellency
Mr. Clare Timberlake
United States Ambassador to the
Republic of the Congo
United States Embassy
Leopoldville

140/1/1

To: Mr. Andrew Cordier, Special Representative of the Secretary-General.

From: Gustavo Duran, ONUC Representative.

Subject: Mr. Henry Taylor.

Luluabourg, 6 September 1960.

I am enclosing, for transmittal to the Ambassador of the United States of America, the original of the certificate of the death of Mr. Henry Taylor extended at Luluabourg on 5 September 1960 by Dr. James Tinsley Smith, as well as the original of the burial permit issued on the same date by the Mayor of the City of Luluabourg.

J. A. Wooding

C/Pot 140/1/1

Le 6 septembre 1960

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 1er septembre ayant trait à la saisie, par les autorités de la Province de l'Equateur, de voitures appartenant à des Européens ayant quitté Coquilhatville.

Tout en concevant l'inquiétude que vous cause cette mesure, je dois vous informer que nous ne pouvons pas envisager d'intervention en la matière. L'un des objectifs principaux des Nations Unies au Congo est d'aider le Gouvernement à maintenir l'ordre, assurer le respect de la loi et la protection des personnes et des biens. Cette mission n'affecte pas le droit des autorités congolaises de procéder aux saisies et réquisitions qui leur semblent utiles ou nécessaires, en vertu du principe de la souveraineté de l'Etat. Si vous estimez devoir contester l'exercice de ce droit à votre encontre, je ne puis que vous suggérer de vous adresser à ces autorités, en ayant éventuellement recours aux bons offices de l'Ambassade de France, présentement puissance protectrice des intérêts belges au Congo.

Agréaz, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

John McDiarmid
Adjoint au Représentant spécial
du Secrétaire général

Monsieur P. Indekeu
Chaussée de Gheel 4
KASTERLEE
Belgique

СЪВЪРШЕНО : ОУНЦЪ ГЕОГРАФИЧЕ
РЕПУБЛИКА НА КОНГО
ГЕОГРАФИЧЕ
БОЛЕ ПОСТАТЕ 1348

UN CONGO
ORGANISATION DES NATIONS UNIES



IN THE CONGO
UNITED NATIONS ORGANIZATION

Cox.

*F.T. lui
advice, pls.
Jm 4/9/60*

Kasterlee, le 1 septembre 1960.

c/Pol 140/1/1

QUARTIER GENERAL
DE L' O.N.U.
à LEOPOLDVILLE.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement Provincial de l'Equateur a décidé vers le 15 août de saisir toutes les voitures des Européens, -ayant quitté Coquilhatville, et même les véhicules qui ont été confiés à la bonne garde des Européens restés sur place.

Cette lettre est la confirmation de ma plainte en la matière, déposée à votre office par intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique.

J'estime que la décision du Gouvernement Provincial de l'Equateur est absolument illégale, et que la saisie de voitures, même contre reçu, n'est qu'une manœuvre pour en prendre possession à bon compte.

D'après les renseignements que j'ai reçus de Coquilhatville, les véhicules ainsi saisis sont nombreux, mais pour le moment, je ne peux que vous donner que quelques indications des cinq voitures:

Déposés à la Mission Catholique à Coquilhatville.

Ford Fairlane 58 - noire avec toit blanc- 8 Cyl.- plaque n° H 6777

Propriétaire: moi-même - ATA Bolomba

Volkswagen de luxe 58

Propriét.: Van de Velde César Colon à Bongalo
Territ. Bolomba

Déposés Chez MM. Ferreira Frères à Coquilhatville.

Chevrolet Biscayne 58 - noire - Propriétaire: Janssen - ATAP Bolomba

Chevrolet delivry 57 - beige - Propriétaire: Op de Beeck -Agronome Bolomba

Ford Fairlane 56 - grise - Propriétaire: Laureyns -Agt.Sanitaire "

J'ose croire que les services de l'O.N.U. voudront bien intervenir pour obtenir la restitution de tous les véhicules en attendant leur rapatriation.

En vous remerciant vivement, veuillez agréer Messieurs, l'assurance de ma considération très distinguée.



INDEKEU P.
Chaussée de Gheel n° 4
KASTERLEE; (Belgique)

ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

204

C/Pol 140/r/1

28 August 1960

Dear Mr. Senn,

I would like formally to express my appreciation to you for your efforts in the case of the fifteen Belgian Military personnel arrested at Magadi. Largely due to you and Dr. d'Arenberg, their very unhappy condition was alleviated while they were in Leopoldville and they were released as fast as was possible in the circumstances. I am most grateful to you for this and for all your other efforts in support of the aims of the United Nations in the Congo. Your drive and inexhaustible good humour are one of our best assets here.

With best wishes,

Yours sincerely,

Ralph J. Bunche
Special Representative of the
Secretary-General

Mr. Senn
International Red Cross
Avenue Valcke
Leopoldville

*copy of same in "Miscellaneous
Official..." file*

MEDICAL REPORT ON THE
BELGIAN ARMY PRISONERS

c/Pol
140/1/1

1. Ferdinand STEVENS

Wounds on both forearms - fracture of both clavicles
a wound on external side of left thigh.

2. Edmond BECQUAERT

Fracture of forearm with haematoma and superficial wound
on arms and in front of elbow.

3. Karet PEETERS

Open fracture of left thigh

4. HERTENS

Wound at the back of the neck - contusion of the thorax.

5. DUFOLET Alphonse

Contusion of a left shoulder, and of the left side of the thorax.

6. DEVOS Roger

Contusion of the back - and the left of the chest.

7. BUITENKNANT Hugo

Contusion of the chest and the scalp.

8. STEPHANY Fernand

Contusion in the right loin, and internal injury.

9. CLAEYS Gilbert

Contusion of the chest.

10. APPELTONS Joseph

Contusion of the scalp and the thorax.

11. PEETERS Marcel

Contusion of the face. Two broken teeth. Contusion in
lumbar region.

12. LAHEY Michel

Contusion of the right shoulder and the scalp.

13. PEETERS Frans

Contusion of the right shoulder, right elbow and the left
knee.

14. STRUYKEN Louis

Contusion of scalp and the shoulders. Confused for sometime.

15. VERCAUTEREN Freddy

Contusion at the back of the neck and the right side of the
chest.

x In Hôpital Reine Elizabeth.

Mr. Urquhart

Mr. Senn has just
telephoned to say he is now leaving
the office of the Procureur Général
and will come to see you with another
delegate of the Red Cross. Since he is
going to Ecuador on a special
assignment he is turning over their
assets to Mr. Schönholzer of the
Red Cross.

Alfred
Zoll Relief

25 Aug. 1920.



INTER - OFFICE MEMORANDUM

25 August

0

196

1300h

Royal B-33

Tel. 3192

TO : Mr. Brian Urquart
FROM : Ralph Eckert, Food Relief Coordinator
SUBJECT : Message from Mr. Senn, delegate of ICRC.

Mr. Senn who is leaving this afternoon for Luluabourg and Luanda has asked me to transmit the following message to you :

1. The 11 Belgians will be transferred this afternoon from the prison to the "Reine Elisabeth" hospital.

2. The 'Procureur Général' declared that the Republic of the Congo does not want to have France as protecting power but that Ghana, i.e. their ambassador has been asked to act as protecting power.

3. Mr. Senn deems it most important that the ambassador of Ghana be asked to intervene in favour of the 15 prisoners directly with Mr. Lumumba.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Ralph Eckert".

no copies

Mr. Brian Urquart

no copies

Handwritten signature

the Council of the League of Nations, which was the first
of the kind to be established in the world.

the Council of the League of Nations, which was the first
of the kind to be established in the world.

the Council of the League of Nations, which was the first
of the kind to be established in the world.

the Council of the League of Nations, which was the first
of the kind to be established in the world.

the Council of the League of Nations, which was the first
of the kind to be established in the world.

the Council of the League of Nations, which was the first
of the kind to be established in the world.

1-1-22
1900

UNITED NATIONS ORGANIZATION

UNITED NATIONS ORGANIZATION



UNITED NATIONS ORGANIZATION

c/Pl 149/11
G E M E N A, le 10 août 1960

N° 1.578/Cl.M.212

TRANSMIS copie, pour information, à :

- Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U.
ou son Représentant à LEOPOLDVILLE, ainsi
que copie d'une lettre adressée par mon
Conseiller au Général Commandant des Forces
de l'ONU, avec l'assurance de ma haute consi-
dération.-
- Monsieur le Général Commandant les forces de
l'ONU à LEOPOLDVILLE, en lui demandant son
intervention immédiate pour faire respecter
les consignes publiquement données par Mon-
sieur le Secrétaire Général aux forces de l'
O.N.U., ne pas s'immiscer dans les affaires
intérieures du Congo, se contenter d'un rô-
le passif de maintien de l'ordre; avec l'
assurance de ma haute considération.-
- Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
à LEOPOLDVILLE.-
- Monsieur le Colonel Commandant les forces
de l'O.N.U. à LIBENGE.-
- Monsieur LOOP à B A N G U I.-

A Monsieur le Président du Gouvernement
Provincial
à COQUILHATVILLE

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous signaler qu'un
Agent de l'Etat, le Douanier LOOP, a été expulsé du Congo d'une façon
toute arbitraire par les forces de l'O.N.U. de Zongo.-

Les soldats de l'O.N.U. ayant voulu se pro-
mener dimanche à Bangui ont été refoulés par la Gendarmerie française.
Furieux, ils s'en sont pris à Monsieur LOOP.- Ils l'ont questionné
une partie de la nuit mitrailleuse dans le dos, puis lui ont signifié
son expulsion.- Comme Monsieur LOOP refusait de partir le lundi à midi
les soldats de l'O.N.U. l'ont poussé sur le bac, une mitrailleuse dans
le dos.- Il a réclamé une pièce écrite, on lui a répondu qu'il l'a
demandé à son Ambassadeur.-

L'expulsion de Monsieur LOOP, ainsi que de 4
autres belges, avait déjà été décidée par le Lieutenant Commandant le
peloton O.N.U. dès son arrivée à Zongo.- C'est mon intervention qui
avait alors empêché l'exécution de cette mesure qui ne se justifiait
nullement.-

LE COMMISSAIRE DE DISTRICT, ff.
A. KONZI,



GEMENA, le 8 août 1960

Au Général Commandant les forces de l'ONU
à Léopoldville

c.c. à Monsieur le Président du Gouvernement
de la Province de l'Equateur

à Monsieur le Ministre des Affaires
Etrangères à Léopoldville

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous signaler que l'action des troupes de l'ONU dans le District de l'Ubangi amène du désordre et crée une tension pénible à cause de l'inexpérience des Officiers et de l'animosité dont ils font preuve envers les européens.-

Ci-dessous je vous décris quelques incidents dont je garantis l'authenticité :

- 1.- A Zongo : à l'arrivée des troupes de l'ONU, des congolais sans qualification officielle ont demandé au lieutenant commandant le détachement l'expulsion de 5 européens, dont le Chef de région et le douanier.- Le lieutenant donna à ces européens 24 heures pour quitter le Congo, c'est l'arrivée inopinée du Commissaire de District congolais qui empêcha l'exécution de cette mesure, arbitraire de pareilles expulsions étant évidemment de la compétence du gouvernement provincial.- Au cours de la discussion que nous avons eue avec lui, le lieutenant a déclaré : le Gouvernement central congolais ne veut-il pas le départ de tous les belges?
- 2.- A Libenge : alors qu'aucun trouble ni menace de troubles ne justifiait cette mesure, le Colonel commandant les forces libériennes a saisi les armes des européens du poste, se livrant à des perquisitions illégales.- Il avait l'intention de faire de même dans tout le District, ce qui aurait provoqué le départ de tous les européens des plantations et l'arrêt des exploitations car, à juste raison, les européens n'admettent pas d'être désarmés unilatéralement alors que les congolais sont pourvus d'armes de toutes sortes, y compris de nombreux fusils perfectionnés et à piston.- A la demande du Commissaire de District, le Colonel a provisoirement suspendu l'exécution de son plan de désarmement des européens.- A noter qu'il s'agit d'armes de chasse qui sont très utiles et parfois indispensables aux propriétaires.-
- 3.- A Gemena : le Capitaine commandant les forces de Gemena a signalé à la population que 2 ou 3 parachutistes belges rôderaient encore dans les environs, ce qui est absolument faux.- Cette nouvelle a provoqué une vive inquiétude parmi les congolais et provoqué quelques incidents, des soldats de la F.P. ayant arrêté des personnes européennes.- Le Capitaine déclare que c'est un télégramme de son Colonel qui est à l'origine de cette affaire.-
- 4.- A Gemena : lundi dernier des soldats de l'ONU ont interdit aux soeurs infirmières l'entrée de l'hôpital.-
- 5.- Sur la route, entre Gemena et Akula, une patrouille de 8 soldats de l'ONU accompagnés de 2 soldats congolais a arrêté, pour perquisition, le véhicule d'un européen de passage, Monsieur DANLOY Colon à Lisala.- Une somme de 17.000 frs a été volée au cours de cette perquisition, pour laquelle aucune justification n'a été présentée.-

Je vous demande d'intervenir pour éviter le retour de semblables incidents.- A la grande satisfaction du Gouvernement, les activités économiques continuent à peu près normalement dans le District de l'Ubangi, il serait très regrettable que les forces de l'ONU fassent dégénérer la situation.-

Veuillez agréer, Monsieur le Général, l'assurance de ma haute considération.-

LEGRAIE A.

-sé-

COMMISSAIRE DE DISTRICT,

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTRE DES COMMUNICATIONS
TELECOMMUNICATIONS
CABINET DU MINISTRE

c/rd. 140/1/1

NPA file
Passed to CofS for action
BB.

Léopoldville, le 8 aout 1960

A Monsieur SUNDERAM

Chef du Département d'assistance
Technique de l'U.I.T.

Objet:

Libération de Mr LAURENT

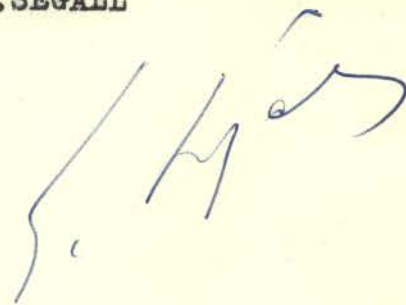
1700 Hrs

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il me revient que notre agent, Monsieur LAURENT en service à BUTA y serait retenu sous surveillance sous prétexte de sabotage.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire prendre les disposition par l'O N U pour qu'il soit libéré et ramené au plus tôt en sécurité à STANLEYVILLE.

Je vous remercie d'avance pour ce que vous pourrez faire, et vous prie de croire, Cher Monsieur SUDERAM, à l'expression de mes sentiments dévoués.

L'Ingénieur Directeur,
S.SEGALL



POL & SE P. MATYER
ASST. & PROTECTION

LIFE & PROPERTY
FOR FOREIGN NATIONALS

e/po2 140/1/1

ROUTING SLIP

TO

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE		FOR ACTION

DATE

FROM

Leopoldville, 6 August 1960

Dear Ambassador Van den Bosch,

I am now in a position to reply to your letter concerning the alleged demand by UN troops for a signed declaration by those Europeans desiring to remain in Watsa and its vicinity.

The following are the facts as disclosed by our inquiry:

1. Europeans were given full and complete choice as to whether they desired to be evacuated or to remain.
2. No mention of signed declaration was made by any Ethiopian officer to any Europeans, either individually or collectively.
3. The Ethiopian UN troops had been instructed that the choice to be evacuated or to remain was left entirely to the Europeans.
4. It was learned from the UN Swedish officer sent to Watsa by ONUC that the Belgian District Commissioner in Paulis, who accompanied the UN Ethiopian troops to Watsa, had been demanding assumption of individual self-responsibility of those who desired to remain in the place.

Yours sincerely,

Ralph J. Bunche
Special Representative of the
Secretary-General

His Excellency
Mr. J. Van den Bosch,
Head of the Belgian Diplomatic Mission,
LEOPOLDVILLE.

C/Pol 140/1/1
Duplicate
To: Chief of Staff

From: Brian E. Urquhart

5 August 1960

We spoke yesterday twice about reports of increasing numbers of instances of molestation of Europeans in the Oriental Province, and especially in Stanleyville.

The Secretary-General has now received a letter from the Belgian Ambassador also referring to this problem of the growing number of cases where the individual rights of Belgian residents are not being respected.

In the case of certain industrial firms which have asked for guarantees of security, in particular against arbitrary arrest of their European employees, we have said that the principal object of the Force is to establish a general standard of security which will give individuals a reasonable expectation of freedom from being molested. As regards the jurisdictional question, we have said that in cases of arbitrary arrest or other interference which are brought to the attention of the United Nations, efforts will be made to use the good offices of the United Nations to remedy the situation.

The Belgian Ambassador points out in his letter that if the situation continues to deteriorate it will be very difficult to convince European technicians indispensable to the functioning of the economy of the country to remain at their posts.

Could you again bring this urgent problem to the attention of Contingent Commanders, and in particular to the Commander of the Ethiopian Brigade, perhaps stating the above general principles on which the United Nations position is based.